



131, rue Damrémont 75018 PARIS

E-mail : urif.fo@yahoo.com

 @ URIFFO

PAS DE PACTE SOCIAL !

Tellement d'évènements se produisent chaque jour qu'il faudrait sortir un communiqué au cours de toutes les journées qui passent. Nous nous contenterons de balayer rapidement tout ce qui nous est annoncé à commencer par "sa majesté" le vaccin contre la Covid qui, à défaut de couler dans les corps, fait couler beaucoup d'encre.

À tout seigneur tout honneur, le Président de la République, qui a raison de se préoccuper des pays qui n'ont pas ce vaccin et qui risquent d'en "crever" s'il ne leur donne pas une partie des nôtres, comme il l'a proposé. Une louable intention...si nous en possédions.

Cette "magnifique" Europe à laquelle il travaille avec acharnement à la réalisation, n'avait pas prévu les doses nécessaires et avait surtout mené campagne pour les payer le moins cher possible. Cela est compréhensible, mais a des conséquences pour les Européens d'une façon générale. En fait, cette Europe est efficace pour faire entrer les dirigeants des 27 dans les clous des 3% de déficit budgétaire mais n'a aucun poids sur les laboratoires pharmaceutiques. C'est là que le Président de la République doit démontrer sa capacité à faire plier ces laboratoires. Bien d'autres pays en Europe ont compris que s'ils ne s'occupaient pas de leur propre approvisionnement, ils seraient dans la "panade". Les Anglais, Brexit oblige, vaccinent sans difficultés parce qu'ils sont producteurs; les Tchèques mais aussi les Hongrois font appel aux Chinois et aux russes. Il en est de même des Autrichiens, des Italiens et de quelques autres qui ne vont pas manquer d'en faire autant. Quant aux Chinois et aux Russes ils n'ont pas attendu pour envoyer des vaccins aux pays les plus en difficulté, sans doute avec des arrière-pensées politiques mais en attendant ils fournissent les peuples qui souffrent. Dans tous les cas de figure, les vaccins ne peuvent être un écran de fumée qui cacherait la réalité politique, économique et sociale qui est celle que nous allons maintenant développer.

Quittons quelques temps le monde des vaccins pour en revenir à la poursuite d'une politique française qui continue à préparer "les lendemains qui ne chanteront pas".

On a souvent parlé de l'ouverture des marchés à la concurrence, entre parenthèses prônée par la commission européenne, et bénéfique pour le porte-monnaie des Français en précisant que certains pays qui en avaient fait l'expérience, s'en portaient mieux.

Et vas-y que je te cite l'Angleterre, puis l'Allemagne et les pays d'Europe du Nord. Constat aujourd'hui d'une Angleterre qui en termes d'énergie et de transport ferroviaire n'a pas fait la démonstration qu'elle avait abaissé les coûts pour les

usagers et qu'elle avait amélioré la qualité, les services rendus, la sécurité et la sûreté des installations et des personnes.

Et notre grand voisin allemand lui aussi cité en exemple pour sa remarquable ouverture sur la Deutsch Bahn; n'est-ce pas un mensonge puisque la démonstration est faite qu'en matière de fret, le développement est intéressant en direction des grands ports tenus par l'Allemagne mais il n'en est pas de même pour le transport voyageurs qui a vu ses prix augmenter, ses petites lignes fermer, les retards se développer et la qualité de service se détériorer.

L'exécutif français, quant à lui, continue à marche forcée, le bandeau sur les yeux, à démolir et privatiser EDF, la SNCF comme ils l'ont fait avec la poste et les télécoms en son temps et comme il s'apprête à le faire avec la RATP.

Dans les périodes futures, ce sont l'éducation nationale et les hôpitaux qui seront touchés. Hôpitaux d'ailleurs, où rien n'a bougé depuis plus d'un an avec la "crise sanitaire". Nous allons nous rendre compte très rapidement que les grandes déclarations sur la nécessaire relocalisation et le retour à la réindustrialisation n'étaient que mensonges. Nous ne l'inventons pas, c'est la dure réalité de ce qu'ils mettent déjà en œuvre avec la suppression des emplois dans le domaine de la recherche chez Sanofi, la fermeture annoncée d'une usine de fabrication de moteurs chez PSA, qui sera délocalisée en Hongrie. Le départ de Ford de Bordeaux en Allemagne et bien d'autres que vous allez constater chaque jour qui passe. C'est la relocalisation à la Française qui n'attend même pas le jour d'après.

C'est le constat alarmant que nous faisons tous les jours et auquel vient s'ajouter la suppression de plus de 4 000 emplois chez Renault avant 2023 et l'arrivée massive de voitures électriques fabriquées en Chine.

Vous avez dit relocalisation, monsieur le Président ?

Et comme tout va très bien, madame la Marquise, cet exécutif tape dans le dur en s'attaquant à l'assurance chômage. Les mesures proposées impacteront lourdement les droits des demandeurs d'emplois - c'est la Confédération FO qui le dit, comme elle réaffirme sa position constante d'abandon de cette réforme.

Des baisses drastiques des indemnisations pour 1,2 millions de demandeurs d'emploi qui impactent encore une fois les plus précaires dans un pays où la barre des 10 millions de Français sous le seuil de pauvreté a été franchie.

Cette réforme soi-disant en "version allégée" s'appliquerait à partir du 1^{er} juillet 2021 et en version intégrale pouvant aller jusqu'à - 50% d'indemnisation dès que la "situation de l'emploi serait revenue à meilleur fortune" (déclaration de la Ministre du Travail).

C'est maintenant la réforme phare du Président avant la présidentielle. Un véritable scandale qui une nouvelle fois s'attaque à ceux qui s'ajouteront aux plus précaires, aux plus démunis, aux plus pauvres.

Nous terminerons par un autre mensonge qui touche à la réforme des retraites et qui doit nous conduire à dire qu'il existe d'autres pays, souvent cités en exemple, où un régime universel est en place. C'est le cas pour la Suède où le système par répartition bascule en 1994 avec l'arrivée d'un système universel, cher à monsieur Macron. Que nous disent aujourd'hui les instituts de la statistique dans ce pays : 15% des Suédois sont en dessous du seuil de pauvreté avec des ressources inférieures à 60% du revenu médian. Un groupe se distingue, les femmes seules de plus de 80 ans dont désormais 42% ont basculé dans la pauvreté. Une présidente d'association indique clairement que le régime universel, le même que celui que veut imposer le Président de la République française "est un système qui privilégie les hommes en bonne santé, éduqués, ayant de hauts salaires et capables de travailler au moins pendant 40 ans".

Plus significatif encore toutes les études démontrent qu'en moyenne les Suédois dans le cadre des accords collectifs bénéficiaient avant la réforme de 86% de leur salaire de départ en 2003 et 76% aujourd'hui. Eh! Ça fait quand même 10% de perdu avec le système Macron. Quant aux femmes, elles comptaient sur une pension de 1250€ par mois contre 1700€ pour les hommes soit un écart de 27%. Ah! Elle est belle la retraite égalitaire qu'on voudrait nous "infuser" en France.

Pour en terminer, il est intéressant de constater que le MEDEF, au nom du paritarisme et de ce que je ne sais quoi, voudrait nous réunir pour discuter de tout et de rien mais surtout de la façon dont il pourrait nous faire avaler diagnostic partagé et pacte social en gommant tout ce que nous avons développé et dont il est responsable en grande partie. Cela s'inscrit dans le prolongement de l'Unité nationale chère à nos dirigeants et recherchée depuis quelques années.

L'excellent débat de la dernière CE Confédérale de la CGT-FO sur le sujet a permis de conclure sur la nécessité de porter nos revendications, toutes nos revendications sur les salaires, sur l'emploi, sur l'assurance chômage, contre la réforme des retraites, sur le retour au code du travail, sur la défense des services publics et la privatisation très largement engagée, sur la réindustrialisation et contre les délocalisations etc...etc...

C'est le sens du débat et d'une certaine façon du mandat qui a été confié à notre bureau confédéral lors de cette CE.

C'est le sens de notre combat de toujours qui ne peut nous conduire à entrer dans leurs pactes sociaux, leurs diagnostics partagés et leur unité nationale.

Si nous sommes convaincus de la nécessité de porter nos revendications alors nous n'avons rien à faire dans ce que le MEDEF propose.

Paris, le 4 mars 2021